



Retraites : Menons la bataille idéologique

Page 4

Les Nouvelles de Loire Atlantique

Bimensuel édité
par la Fédération
de Loire-Atlantique
du Parti Communiste
Français

Pour tout renseignement :
02 40 35 03 00
ou redac.nla@orange.fr

Numéro 959

20 juin 2013

prix : 0,70 €

Changer de cap en France et en Europe

Majorité PS

*Une politique qui conduit
à l'abstention et au rétrécissement
de majorité*

Page 2

Assises citoyennes



*Une journée pour
construire le changement
à gauche*

Page 3

SNCF

*Les cheminots refusent le
sabordage*

Page 5

Territoires

*Corriger l'injustice spa-
tiale*

Page 6

La santé est notre bien commun



*Par Christian Saulnier
conseiller municipal à
Saint-Nazaire et président
du groupe communiste*

Page 7

Le printemps du Bosphore ... le début de la fin du « modèle turc »?

Erdogan, le premier ministre a choisi la manière forte pour faire évacuer la place Taksim à Istanbul, symbole depuis le 31 mai d'une contestation d'ampleur, notamment de la jeunesse, face à sa dérive autoritaire et à un « islamisme rampant » de la société civile. Vainqueur de trois élections successives depuis 2002, l'AKP (islamo-conservateur) garde sa popularité chez les entrepreneurs et les conservateurs. Se croyant incontestable en raison de ses succès économiques, ce pays de 76 millions d'habitants connaissait jusqu'à la fin 2012, une croissance économique en moyenne de 5 % par an. Ce « modèle turc », libéral et puritain, membre de l'OTAN, semblait s'être imposé depuis dix ans au sein d'un proche orient instable. Voulant réislamiser la société en instaurant un ordre moral qu'une moitié au moins de la Turquie refuse absolument, **il vient de transformer cette protestation en crise politique.**



L'actualité politique dans le monde 2

Point de vue

par **Véronique Mahé**

Dans la foulée de la manifestation contre l'austérité du 5 mai, les Assises de la citoyenneté se sont tenues le week-end dernier à l'initiative du PCF. Pierre Laurent a lancé l'idée de ce rendez-vous, car il a la conviction que les forces existent à gauche pour sortir notre pays de l'austérité et construire une véritable alternative politique. L'idée pouvait sembler saugrenue mais le pari est réussi ! 2 500 personnes, militants politiques, associatifs et syndicalistes travaillant ensemble pour rassembler les forces qui veulent permettre un changement de cap. Car rien n'est plus urgent après un an de gouvernement Hollande/Ayrault, de promesses non tenues et une soumission totale aux diktats européens. Aujourd'hui le peuple de gauche est déçu et en colère, mais la colère ne suffit pas et il est de notre responsabilité de la transformer en espérance.



« Il nous faut créer les conditions d'un véritable changement et sortir de l'austérité »

Les participants aux différents ateliers ne sont d'ailleurs pas restés dans le constat, leur diversité a enrichi la réflexion vers un objectif commun : créer les conditions d'un véritable changement et sortir de l'austérité. En dépit d'un silence médiatique total, cette journée est beaucoup plus qu'une réussite, c'est la première étape d'un mouvement qui doit grandir en puissance. Si le FDG est un élément essentiel pour faire bouger les choses aujourd'hui, il ne pourra pas le faire tout seul, nous devons ouvrir, rassembler, travailler à trouver des convergences au-delà de nos différences. Le 16 juin est et restera un événement politique majeur. En proposant ce moment de dialogue à nos partenaires du FDG, Gauche Avenir et EELV, à toutes celles et ceux qui ont contribué à la victoire de François Hollande, le Parti Communiste a enclenché une mise en mouvement collective des forces qui veulent réussir le changement à gauche, ce changement que nous avons souhaité il y a un an et auquel nous ne renoncerons pas.

Pierre Mauroy : « cette grande voix de la gauche, fidèle aux racines du socialisme historique qu'il savait plurielles et fécondes » - Pierre Laurent.



En un an de pouvoir, le gouvernement Hollande-Ayrault est passé d'une majorité absolue, et cohérente, à une situation précaire, et confuse. Au fil des législatives partielles perdues, le président voit se rapprocher la ligne au-delà de laquelle il devra dépendre d'alliés politiques. L'avance du PS à l'assemblée nationale (292 députés) s'est réduit à 3 voix d'avance pour conserver la majorité absolue (289 voix). Le prochain rendez-vous est le premier tour à la mi-juin pour le siège du Lot-et-Garonne, remporté il y a un an par Jérôme Cahuzac...

Au même moment, la tenue « des assises pour changer de cap » à Montreuil renouvelle les perspectives pour ceux qui veulent travailler ensemble au contenu d'une autre politique plus fidèle aux engagements des victoires de 2012. Ce rassemblement dont l'aile gauche du PS fait partie, inquiète d'autant plus l'Élysée que la conférence sociale des 20 et 21 juin doit aborder à nouveau la question des retraites (NLA n° 958 et voir page 5), et que fin juin, se tient un Conseil européen décisif. Tout ceci explique qu'à l'occasion de l'hommage national rendu dans la cour d'honneur des invalides à Pierre Mauroy, le président Hollande ne s'est pas privé de truffer son discours de justifications de son action. **L'éloge présidentiel fait au premier des chefs de gouvernement de François Mitterrand, égale premier socialiste à ce poste sous la Ve République, offre évidemment une singulière résonance avec la situation politique d'aujourd'hui.**

Peut-on convoquer le passé de 1981 et de 1983, pour éclairer le présent de 2013 ?

Tirant la couverture à lui, le chef de l'Etat

De vous à moi

« Le président de la République savait parfaitement » a balancé l'ancienne plume de Nicolas, Henri Guaino. Dans l'affaire Tapie, qui lui a permis d'obtenir 403 millions d'euros dont 45 au titre du préjudice moral, à la suite de l'arbitrage fin 2008 censé mettre fin au litige dans la vente d'Adidas, **tout semble établir que la chaîne de prise de décisions remonte jusqu'à l'Élysée en passant par Bercy (NLA n° 958).**

Les dernières auditions de Stéphane Richard, PDG d'Orange et ex-directeur de cabinet de Mme Lagarde ex-ministre de l'économie, devraient conduire à cerner de plus en plus près les éléments de « la bande organisée » qui a escroqué les finances publiques au profit de « Nanard ». **Les juges du pôle financier de Paris s'interrogent sur l'opportunité d'avoir fait appel à un tribunal arbitral dont le verdict s'est révélé très coûteux pour l'Etat. Quelles sont les raisons qui ont pu pousser le pouvoir de l'époque à vouloir faire appel de toute force à cette instance ?**

a fait résonner le Mauroy de 1981 avec le Hollande de 2012, insistant sur « la rigueur (mise en place par Delors en 83), condition de la poursuite de la réforme », façon de justifier son social-libéralisme exigé par la troïka.

Si les années Mauroy à Maignon, ne furent pas que « trois glorieuses » les quatre ministres communistes du premier gouvernement (Anicet Le Pors, Jacques Ralite, Marcel Rigout et Charles Fiterman), retiennent dans un communiqué commun que ce fut « **une période de grandes réformes sociales et politiques progressistes, pour les femmes et les hommes de gauche de notre génération, la plus belle période depuis le Front populaire et la Libération** ».

C'est ce que veut retenir avant tout la CGT qui a rendu hommage « **à l'homme et à son action, avec les mesures... tournées vers les aspirations des salariés comme la réduction du temps de travail (de 40 à 39 h), la 5e semaine de congés payés, la retraite à 60 ans** » et les « **mesures économiques courageuses comme les nationalisations permettant de maîtriser des secteurs essentiels pour le potentiel industriel de la France** » (9 grands groupes industriels, toutes les banques françaises), une augmentation du SMIC de 15%...et l'abolition de la peine de mort.

Pour l'instant l'histoire ne mettra au crédit de cette première année de gouvernement Ecolo-socialiste qu'une réforme sociétale...et la mise en coupe réglée de l'exception française. **Qu'est-ce qui à l'époque était réellement plus propice aux réformes de gauche qu'aujourd'hui ?**

En bref

Le scandale des députés des français de l'étranger.

Deux législatives partielles ont donné la victoire à deux députés de droite. **Dans la 1re circonscription (Canada, Etats-Unis) le sarkozyste Frédéric Lefebvre arrivé en tête avec 29,2% des 20.436 votants sur ...151.770 (plus de 86 % d'abstention) au premier tour, a été élu au second, avec une participation de 13,89 %.** Dans la 8e (Israël, Italie, Grèce, Turquie, Chypre, San Marin et Vatican) l'UDI Meyer Habib arrivé second au premier tour avec 1.744 voix (15,7%)... sur les 111.736 inscrits (abstention record de 89,3%) à été élu au second. **Le centriste, a bénéficié du report des voix de la candidate PS éliminée avec 14,62 %.** **Mais au fait quel est l'élu qui représente Depardieu en Russie? La Vie république devrait mettre un terme à ce scandale initié par Sarkozy.**



Guéant : la main dans le pot de confiture...

L'ex-directeur de cabinet de Sarkozy s'est attribué 10.000 euros par mois des « frais d'enquêtes » destinés aux policiers, soit 250.000 euros en un peu plus de deux ans. Rattrapé par des affaires diverses, liées à des suspensions de financement libyen de la campagne présidentielle de 2007 ou d'intervention dans l'arbitrage du dossier Tapie, il pourrait se voir inculper de détournements de fonds publics. **Une pièce du système où un clan émancipé des lois de la République usait de l'Etat pour servir ses intérêts privés.**

Grèce : Fermeture de l'audiovisuel public avant privatisation !

Athènes s'est engagée à collecter 9,5 milliards d'euros de recettes de privatisations d'ici à 2016 et n'en a levé que 2 milliards à l'heure où la troïka débarque pour un audit. La privatisation du groupe gazier grec vient d'échouer, les licenciements des 4000 fonctionnaires n'ont pas commencé... **La solution rapide et efficace ? Sans préavis le gouvernement licencie l'ensemble des 2950 employés des télévisions et radios publiques. Plus de son, plus de lumière, moins de démocratie... Face à ce coup d'Etat, les syndicats mobilisent !**

Italie : municipales partielles. La droite en recul.

Le parti démocrate (centre gauche) reprend plusieurs villes (16) dont la capitale, au dépend de la droite berlusconienne et de la ligue du Nord. Le Mouvement 5 étoiles s'effondre. Le taux de participation est resté cependant très bas, 67,47 % au premier tour, 48,6 % au second.

Il faut changer de cap tel était le message adressé au gouvernement par le PCF et les 28 autres organisations, partis politiques, syndicats, associations et personnalités politiques participant aux assises citoyennes du 16 juin dernier.

Un événement au regard de la diversité des participants, réunissant (entre autre) à la tribune Marie-Noëlle Lienemann du PS, Pascal Duran d'EELV, Jean-Luc Mélenchon du PG et Pierre Laurent.

Une journée de débats dont le but pour le secrétaire national du PCF était « de remettre en route une nouvelle dynamique » et d'ouvrir « Une fenêtre d'espoir ».

En Loire-Atlantique

3

Changer de cap : Le PCF rassemble à Montreuil

C'est dans une ambiance parfois un peu agitée que se sont tenues les assises pour changer de cap en France et en Europe. Confronter des idées, mettre au clair les convergences n'est jamais chose simple, surtout lorsque l'on a la joie de constater que 2500 militants ont répondu présents! Les ateliers du matin ont permis aux nombreux participants d'échanger dans la clarté des propos et le sérieux des idées alors que lors des séances plénières les organisations, associations et syndicats participants ont confirmé la volonté de dialogue et de rassemblement sur des enjeux partagés.

Les questionnements ne manquent pas de même que les combats à mener en commun. Ainsi, sur la future réforme des retraites, point important des débats du week-end, le consensus sur le maintien d'un financement par répartition est acté et l'unanimité se fait sur la condamnation du discours selon lequel une vie plus longue est synonyme de durée de cotisation plus longue ou d'âge de départ reculé. Cependant la question du lien avec le l'emploi salarié divise : Europe Ecologie des Verts propose de rompre avec la vision de salaire différé et préférerait mettre en place un revenu universel. Un socle de revendications communes semble malgré tout se dessiner avec les exigences de la retraite à 60 ans avec un taux de remplacement minimum de 75% et sans possibilité de retraite inférieure au smic. Le rassemblement dans les luttes et dans les projets a donc l'air bien parti.

Etre ferme mais non fermé est donc le message majoritairement transmis lors de l'après-midi que ce soit par la CGT, que par Christian Picquet de la gauche unitaire, Marie Noëlle Lienemann pour gauche avenir et bien sûr Pierre Laurent pour qui l'objectif est bien de créer « un nouveau front du peuple, un nouveau front populaire ». La secrétaire générale de solidaire insiste d'ailleurs sur ce point en déclarant qu'à ne pas réussir suffisamment le rassemblement influent, ce dernier ferait le jeu de « l'accompagnement des politiques libérales ».

« Les forces existent pour engager la France sur une autre voie » c'est ce qui devait être démontré lors de cette journée initiée par le Parti Communiste Français et organisée avec les autres composantes du Front de Gauche.

Prenons note, c'est bien avec l'apport de tous que nous pourrions mener victorieusement la bataille contre la finance et répondre aux défis à venir.

Ils ont dit !



Marie Annick Benâtre,
Membre de l'exécutif départemental,
Adjointe au Maire de Nantes

Convergences, construction et démocratie ! Trois mots que nous avons beaucoup entendus ce dimanche lors des assises citoyennes, même s'il reste à les faire

partager par toutes et tous ; car le coup de balai était encore un peu trop prégnant ce dimanche après midi...

Dans l'atelier du matin, celui sur l'emploi, les échanges d'expérience des syndicalistes de Sanofi, d'Air France ou encore avec notre ami Rémy pour Arcelor ; les avis donnés, pluriels mais constructifs, pour ouvrir des débuts de réponses dans la diversité des organisations présentes a vraiment montré un niveau, une détermination collective à ne pas se laisser faire et à étudier tous les possibles. Deux idées fortes sont sorties de cet atelier : une meilleure répartition des richesses et la sécurité sociale professionnelle.

Les deux tables rondes de l'après-midi permettaient de faire le lien entre le social et le politique. Elles ont été marquées par l'expression de « mauvaise humeur » venant de la salle. Or, ces rendez-vous de débats et de construction de toutes les forces de gauche pour changer de cap à gauche sont nécessaires pour, comme le précise Pierre Laurent en rappelant à l'ordre les militants brailleurs, « poursuivre le chemin pour une nouvelle majorité politique et sociale. »



« Nous vivons une journée extrêmement importante. Il fallait organiser cette rencontre pour montrer que nous n'étions pas condamnés à subir la situation. Ma conviction c'est que les forces existent pour sortir notre pays de l'austérité, pour construire des alternatives. Je suis persuadé, depuis l'année dernière, que ces forces sont majoritaires. Mais il fallait à nouveau prendre des initiatives pour les remettre en chemin. Que nous soyons si nombreux aujourd'hui, d'autant de forces différentes montre à quel point cela correspond à un besoin. Nous ne pouvons pas être ceux qui constatent le dénouement de la catastrophe annoncée. Nous avons la responsabilité de modifier cette situation. Rien n'est plus urgent à mes yeux que de rassembler ces forces qui continuent dans le pays à vouloir inventer des chemins de changement, hors des sentiers d'austérité. C'est cette tâche là que nous nous fixons. »

Pierre LAURENT
Secrétaire National du PCF

Guy Bernard,
Militant à la Conférence
Nationale du logement.

J'ai participé à l'atelier « Quels nouveaux droits pour une véritable égalité », le débat était d'une haute teneur politique en abordant différents aspects des diverses inégalités. Au delà des constats, de nombreuses propositions ont été formulées dans des domaines aussi divers que la discrimination territoriale, le salaire des femmes, le handicap, la discrimination selon l'origine ou encore entre les peuples dans le monde. Un questionnement également : comment mener la bataille pour obtenir de nouveaux droits ?

Il a été évoqué les résistances, au jour le jour, dans les entreprises publiques pour que chacun ait accès à l'énergie, à l'eau et à la satisfaction des besoins fondamentaux. Axes de bataille possible, l'élargissement des droits de la sécurité sociale en faisant contribuer les revenus financiers ou encore l'établissement de maisons de soins publics avec un statut salarié pour les personnels. Cela ne viserait, au final, qu'à respecter la déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948. Il a été demandé d'avoir une gauche rassembleuse capable de défendre les droits humains.



En local

Mobilisation contre l'extrême droite et à la mémoire de Clément Méric



De nombreuses associations, syndicats, organisations de jeunesse, partis politiques, parmi lesquels la JC et le PCF étaient présents le 6 et le 8 juin dernier pour rendre hommage à Clément Méric mort sous les coups d'un militant d'extrême droite et manifester contre la haine et la violence fasciste.

Un FN à ne pas dédramatiser

Le FN serait-il devenu un parti comme les autres et l'on nous assène bien trop souvent cette fameuse dédramatisation du parti nationaliste. Pourtant, comme l'affirmait Aymeric Seassau récemment chez nos confrères de France Bleue, le FN compte dans ses rangs et parmi les candidats qu'il présente, un certain nombre d'individus proches de la mouvance radicale impliquée dans la mort de Clément Méric. Pas besoin de chercher bien loin, le numéro 2 du FN dans le département, futur tête de liste FN à Nantes, Christian Bouchet, a respectivement été secrétaire général de Troisième voie, de Nouvelle résistance et d'Unité Radicale, mouvement dissout après l'attentat raté contre le président Chirac en 2002.

Saint-Nazaire : cinq navires en vue pour la Seine ?

Très actif sur les grands fleuves européens, mais aussi en Russie et en Chine, l'armateur Viking river cruises veut développer la croisière fluviale en France. Les contraintes techniques et les verrous réglementaires viennent d'être négociés dans les différents ministères. En septembre un navire de croisière de 135 mètres de long sera autorisé à faire demi-tour au cœur de Paris et à s'amarrer à la hauteur du pont de Grenelle, au pied de la maison de la radio, à deux pas de la tour Eiffel et du Trocadéro.

En contrepartie l'armateur pourrait passer commande de 5 bateaux aux industriels nazairiens et proposer de nouvelles croisières dans les méandres de la Seine, entre Le Havre et la ville lumière..Trois navires seront positionnés sur la Seine, un autre sur le Rhône et un sur la Garonne. Jusqu'ici il passait commande de sa flotte principalement auprès des chantiers Meyer Werft en Allemagne. Le lobbying exercé par les industriels sur les pouvoirs publics pour que la réglementation soit modernisée pourrait donc se traduire par du travail pendant deux ans et demi pour trois cents salariés.

Les représentants de l'armateur et ceux du chantier naval STX ont participé à différentes réunions ministérielles. L'armateur n'a pas encore signé et continue de négocier le montant du devis.

Ne touchez pas à nos retraites !

EN 2050?



- 83% des Français sont inquiets,
- 78% sont prêts à se mobiliser, davantage qu'en 2010,
- 64% choisissent la mise à contribution des revenus financiers pour assurer l'équilibre du système,
- 46% des départs en retraite se font avec le minimum de pension de 628,99€ par mois,
- 572 619 personnes sont au "minimum vieillesse" soit 787,26€ par mois, pour une personne seule.

Calendrier

Remise du rapport du comité des sages à la mi-juin,
Débat gouvernement, patronat syndicats lors de la conférence sociale des 20 et 21 juin,
Concertation menée par Michel Sapin et Marisol Touraine entre juillet et début août,
Présentation du projet de loi aux partenaires sociaux début septembre,
Discussion et vote au Parlement durant une session entre le 15 et le 30 septembre.



Le rendez-vous « Retraites » est annoncé ! 4

Engager la campagne sans tarder !

Le comité exécutif national du PCF nous propose de lancer une grande campagne pour mener la bataille idéologique pour le départ à la retraite à 60 ans, pour promouvoir nos propositions alternatives, contre les logiques qui ont montré leur faillite : augmentation des années de cotisations, recul de l'âge réel de départ, diminution du montant des pensions.

Un nouveau financement de la retraite par répartition !

Il faut garantir le financement de la retraite par répartition. Celle-ci repose sur la solidarité intergénérationnelle ; les cotisations d'aujourd'hui sont immédiatement versées à ceux qui sont en retraite. Elles alimentent la consommation, la croissance réelle et l'emploi. Alors que la capitalisation repose sur l'épargne individuelle et les placements financiers, au détriment des retraites, de l'emploi et de la croissance réelle.

Garantir le financement par la promotion des cotisations sociales

Les dogmes libéraux présentent les cotisations sociales comme un boulet handicapant l'emploi, en prétendant que cela élève de façon excessive le coût du travail et s'oppose à la compétitivité des entreprises.

Au contraire les cotisations sociales favorisent la demande pour les débouchés des entreprises et la croissance, à l'opposé de l'austérité.

Nous sommes opposés à la fiscalisation de la protection sociale (CSG, TVA). Celle-ci vise la réduction des cotisations sociales notamment patronales, la pression sur les salaires et les retraites. Cela réduit les gestions paritaires. La CSG, loin d'être plus juste que les cotisations, ne repose que sur les ménages (et pour 88% sur les salariés et les retraités), les revenus financiers des ménages ne contribuent que pour 11%.

Dégager de nouveaux moyens de financement pour garantir l'avenir

Les revenus financiers des entreprises et des institutions financières s'élèvent à plus de 300 milliards d'euros par an. Ils échappent largement aux prélèvements sociaux. Nous proposons de les soumettre au taux de la cotisation patronale sur les salaires, 10% pour les retraites, ce qui apporterait plus de 30 milliards d'euros au système de retraites. Cela contribuerait à la croissance réelle, contre la financiarisation.

Revue du projet à votre disposition sur le site national du PCF : pcf.fr ou demandez un exemplaire à la fédération au 02 40 35 03 00



Menons la bataille idéologique

Les annonces gouvernementales

Pour les actifs : allongement de la durée de cotisations à 42 ans (au lieu de 10 ans et 3 mois) pour un taux plein, sous indexation des salaires pour le calcul en temps de crise (pour 100€ cotisés : 95€ de droits de retraite)

Pour les fonctionnaires : pensions calculées sur les 10 dernières années (au lieu des 6 derniers mois), meilleure prise en compte des primes pour le calcul,

Pour les retraités : suppression de l'exonération d'impôts de 10%, suppression du bonus fiscal pour les foyers de plus de 3 enfants et plus, arrêt de l'indexation des pensions sur l'infla-



tion.

Echantillon des idées reçues à combattre

«La part des retraites dans les richesses créées va exploser d'ici à 2060.» **Faux.** Pour la France, la Commission européenne anticipe une augmentation de 0,5% du PIB en cinquante ans, alors qu'elle sera de 2,6% en Allemagne, de 3,6% en Espagne, de 1,5% au Royaume-Uni et de 3,6% au Pays-Bas.

«Les retraités vivent mieux que les actifs.» **Faux.** La pension moyenne représente 74% du salaire moyen net et 62% du salaire moyen net à temps complet. Leur niveau de vie moyen s'est, en comparaison, dégradé entre 1996 et 2008.

«Les réformes Fillon et Sarkozy ont été trop généreuses pour les salariés.» **Faux.** Entre 2001 et 2010, c'est en France que l'âge de la retraite a le plus reculé (de 2,1%) contre 1,6% dans

La retraite à 60 ans

Un enjeu de société

?...La retraite, passage à l'inactivité ou nouvelle période de la vie sociale et citoyenne, est-elle un temps utile pour la société ? Les retraité-e-s sont-ils ou elles une charge ou une utilité sociale ? Faudrait-il travailler plus longtemps quand on vit plus longtemps ? L'important n'est-il pas d'arriver à la retraite en bonne santé ? Les choix effectués relèvent de la nature de notre vie en société, de la place et du concept du travail, du rôle et de la place des retraité-e-s. C'est une exigence de justice sociale avec la sécurisation du parcours de vie de la naissance à la mort et un financement, intergénérationnel et solidaire, s'appuyant sur les richesses créées par le travail. Les questions de la place des retraité-e-s, de leur participation à la vie sociale, de la reconnaissance de leur apport à la société se posent avec force. **Ce sont des problématiques réelles qui nécessitent de vrais débats dans lesquels nous portons la place et le respect de Humain. C'est un choix de société !**

Ce que l'on entend un peu partout !

Il faut travailler plus, plus longtemps, pour... toucher moins avec une baisse des pensions, une augmentation des années de cotisation et un recul de l'âge de départ en retraite à taux plein. Les différentes réformes mises en œuvre depuis celle de 1993, celle de 2003 puis celle de 2010 ont amené un allongement de la durée de cotisation, une perte de pouvoir d'achat des pensions, un recul de l'âge effectif de départ et des difficultés accrues pour des millions de retraités.

Le chômage, la précarité font qu'il est de plus en plus difficile d'espérer partir avec une retraite à taux plein. Jamais le patronat n'a bénéficié d'autant d'exonérations. Le recul de l'âge de départ et l'allongement du nombre d'années de cotisations ne feront qu'aggraver la situation.

Une nouvelle réforme ?

C'est le constat de la faillite des réformes précédentes qui avaient pourtant toujours été présentées comme « sauvant » les régimes de retraites. C'est prévu de manière formelle et pour cette année par un des articles de la réforme de 2010. Si cette loi avait été abrogée, il y aurait le temps de mener un vrai débat de société pour une réforme réellement pérenne qui est bien indispensable même s'il n'y a pas de caractère d'urgence à mener une réforme dans la précipitation. ...?

Extrait du rapport de Jean-Luc Gibelin au CEN du 3 juin 2013

l'ensemble de l'Union européenne et les futurs retraités toucheraient, en 2060, 20% de moins en moyenne que les retraités actuels, rapporté à la richesse produite dans le pays, vient de montrer Alternatives économiques. La durée de cotisation nécessaire pour toucher une pension complète (41,5 ans en 2020) est l'une des plus longues d'Europe. Seules l'Allemagne, la Belgique, l'Autriche et l'Italie font pire parmi les 27 pays membres de l'Union européenne.

«Il faut suivre l'exemple allemand.» **Surtout pas !** On compte 20,6% de retraités outre-Rhin et le taux de retraités en situation de pauvreté monétaire est de 40% supérieur à la France. Un salarié, ayant cotisé quarante ans pour un salaire brut de 2200€ y touchera 688€ par mois en 2030 ! L'Allemagne compte 761000 retraités en mini-jobs, des emplois payés moins de 450€ par mois. Et 120000 d'entre eux auraient plus de 75 ans.

«Il faut travailler plus puisque l'on vit plus longtemps ! » **Faux.** D'abord, les gains d'espérance de vie existent depuis 1946 et c'est tant mieux. Entre 46 et les années 80, le gain à 60 ans a été de 5 ans pour les femmes et de 4 ans pour les hommes. Et pourtant, le gouvernement et la majorité de gauche ont concrétisé une revendication du monde du travail et un engagement de la gauche introduisant l'âge ouvrant droit à la retraite à 60 ans au lieu des 65. **La gauche a donc fait l'inverse de ce qu'elle prétendrait aujourd'hui inexorable. Si elle avait fait ce qu'elle annonce aujourd'hui, l'âge de retraite aurait été porté à 69 ans en 1982...**

Retraites : les syndicats haussent le ton !

Ils ne veulent pas que le gouvernement touche au régime des fonctionnaires et ils le font savoir.

Dans un communiqué du 10 juin, les fédérations fonction publique de la CGT, de FO, de Solidaires, de la FSU, le CFTC et la CPE-CGC ont annoncé qu'elles n'accepteront « aucun nouveau recul », que ce soit en termes de calcul des pensions, de durée de cotisation ou d'âge de la retraite.

Elles « rappellent leur attachement au Code des pensions civiles et militaires et elles n'accepteront aucun nouveau recul ». Elles demandent le statu quo du calcul des pensions des agents du public, basé sur les six derniers mois de traitement. Et rejettent tout nouvel allongement de la durée de cotisation ou report de l'âge légal de départ.

En même temps, les six centrales jugent « urgent de corriger les baisses de pensions et les inégalités produites par les précédentes lois ». Et annoncent déjà l'organisation d'une journée de grève « au plus tard début octobre ».



A Sivas, en Turquie, le 2 juillet 1993, l'hôtel Mad mak qui accueillait une conférence culturelle alévie, fut incendié lors d'une manifestation menée par des fondamentalistes sunnites. Leur fureur avait été déclenchée par la présence du traducteur en turc des Versets sataniques de Salman Rushdie. L'incendie fit 37 victimes, principalement des intellectuels alévis de gauche.

En leur hommage, et pour soutenir ceux qui manifestent aujourd'hui pour la liberté, participez avec le Centre Culturel des Alevis de Nantes au **rassemblement le 22/06/2013 à 18h Place Royale à Nantes**

Le 12 juin 2013, 70 % des députés européens se sont prononcés pour la création du FEAD, en séance plénière du Parlement. Ils ont opté pour un programme de 3,5 milliards d'euros pour la période 2014-2020, supérieur aux 2,5 milliards proposés par le Conseil européen. Mais encore largement insuffisant, et en dessous des 4,75 milliards revendiqués par les associations de solidarité françaises.



Le social au cœur

5

13 juin : les cheminots refusent le sabotage

CGT, CFDT, Unsa, Sud Rail, FO et First, qui ont appelé à la grève, dénoncent le risque d'éclatement du système ferroviaire, avec le projet de réforme du rail dévoilé le 29 mai par le ministre des Transports, et qui devrait être présenté en conseil des ministres fin juillet. Ce projet de réforme fait suite à deux rapports, respectivement de Jean-Louis Bianco (ancien ministre des transports) et Jacques Auxiette (Président de la région pays de la Loire). Rapports dénoncés par les syndicats comme « ne garantissant en rien l'unicité ni l'intégrité du système, pas plus que les promesses de pérenniser notre statut et notre régime spécial de retraite et de prévoyance. » Car l'obsession européenne d'ouverture à la concurrence s'appuie à présent sur le "IVE paquet ferroviaire", qui prévoit d'ouvrir **les lignes intérieures à la concurrence d'ici 2019**, soit les TER et les Intercités. Le gouvernement, pour préparer cette libéralisation, veut créer trois établissements publics à caractère industriel et commercial. Un EPIC "mère" qui détiendrait deux EPIC "filles": la SNCF et la GIU, pour Gestionnaire d'infrastructure unifié. Ce GIU sera le fruit du rapprochement de Réseau Ferré de France (RFF), avec la direction des circulations ferroviaires et le département Infrastructure de la SNCF.

Pour Guillaume Pepy, cela "permettrait de gagner considérablement en efficacité". Les syndicats y voient au contraire une "stricte séparation entre l'opérateur historique SNCF et le gestionnaire d'infrastructure RFF", comme le rapporte le communiqué de la CFDT cheminots. Sous le credo de la "réunification", il y a un transfert de 50.000 cheminots de l'EPIC SNCF vers le GIU, une poursuite de l'éclatement à l'intérieur de la SNCF. Si une réforme est nécessaire, celle du gouvernement est "plus faite pour répondre aux exigences libérales de Bruxelles que pour réunifier", estime Gilbert Garrel, secrétaire général de la CGT cheminots qui souligne que la SNCF a perdu 10.000 cheminots en cinq ans, et



que 2.000 cheminots vont être supprimés en 2013. Les syndicats évoquent "100.000 postes de cheminots en moins de 30 ans (soit plus de 40% des effectifs)". Cela s'ajoute à l'annonce d'un gel des salaires, à la veille de l'ouverture des négociations...

Aussi, les cheminots ont agi massivement. Selon la direction, des chiffres de 33,2% pour l'ensemble du personnel, à 68,6% pour les agents de conduite et 70,4% pour les contrôleurs. Quand on sait qu'ils décomptent les grévistes sur l'ensemble des effectifs devant être ou non présents, c'est énorme !

Action dans d'autres secteurs aussi, puisque, la CGT des secteurs Poste et Telecom, et Mines et Energie, appelaient avec la CGT Cheminots à faire du 13 juin une journée de convergence des luttes sur l'emploi, les statuts, les conditions de travail, l'augmentation des salaires et pensions, et sur les questions industrielles et de service public. Tout cela s'inscrivant dans la campagne décidée par la CES en vue du Conseil européen des 27 et 28 juin 2013 qui doit examiner une feuille de route pour une « dimension sociale de l'Union Économique et Monétaire ». Ya du boulot !

Adrexo devra payer !

La société ADREXO est à présent définitivement condamnée à payer 1 200 000 euros à 23 salariés du site de Vertou. Pourquoi « définitivement » ? Parce qu'avec ADREXO, rien n'est simple. Surtout quand il s'agit de compter le temps effectif de travail des distributeurs de prospectus ... ou d'appliquer les décisions de justice. Le 7 juillet 2009, le Tribunal des prud'hommes de Nantes condamnait la société ADREXO à verser plus de 950.000€ à **23 salariés de Vertou**. L'arrêt confirmatif du 16 décembre 2011 y ajoutait 120.000€ de condamnations, et l'arrêt (sursis à statuer) du 11 mai 2012 un peu plus de 100.000€ de rappels de salaire. Les quatre arrêts de la Cour de Cassation, en date 5 juin 2013, rendent définitives les condamnations de la société ADREXO pour un **montant total supérieur à 1.200.000€**. Ces arrêts de la Haute Cour sont publics et consultables sur le site Légifrance. La Cour de Cassation casse aussi partiellement l'arrêt de la Cour d'Appel de Rennes qui avait débouté la demande de rappel de frais professionnels.

SUD PTT qui a suivi les salariés tout au long de la démarche, se félicite de cette décision de la Cour de Cassation qui, après plus de quatre années de procédure, lui donne enfin raison et rétablit les salariés dans leur droit. Cette victoire du droit est un encouragement à poursuivre l'action syndicale sous toutes ses formes, y compris sur le terrain juridique, pour imposer au patronat le respect du droit du travail. A ce titre, une autre affaire contre ADREXO sera évoquée devant la Cour de Cassation, la société ayant formé un pourvoi contre l'arrêt rendu par la Cour d'Appel de Rennes en février 2012, arrêt favorable à **25 salariés de l'ancien dépôt de Sainte Luce**.

A ce jour, le syndicat a déposé 30 dossiers en attente d'audience devant la Cour d'Appel de Rennes et près de 40 devant le Conseil de Prud'hommes de Nantes.



Navigation aérienne en action

Les personnels de la DGAC ont fait grève le 12 juin. La Cgt y appelait avec d'autres syndicats français, pour dénoncer les projets de libéralisation du secteur de la navigation aérienne portés par la Commission européenne. Une journée d'action à l'appel de la Fédération Européenne des travailleurs des Transports. Le rejet de cette politique est en effet partagé dans de nombreux pays. Des actions dans la navigation aérienne ont ainsi eu lieu en France, Hongrie, Belgique, Portugal, République Tchèque, Slovaquie, Autriche, Bulgarie, Italie, Royaume-Uni. Les futurs règlements européens sont une attaque directe contre le caractère de service public de ce secteur, visant notamment à externaliser et mettre en concurrence des pans entiers de la gestion de la navigation aérienne. **Un impact négatif sur la sécurité et une dégradation des conditions de travail des agents en seront la probable conséquence.** En démantelant la chaîne de sécurité la Commission européenne va créer les conditions d'une dégradation du niveau de sécurité, les professionnels du secteur de la navigation aérienne perdant toute maîtrise sur le niveau de sécurité.

Pourtant, la DGAC rend un service de qualité, avec un **haut niveau de sécurité et globalement largement moins cher** que celui rendu dans d'autres pays ayant privatisé. La motivation principale de la Commission européenne est la recherche dogmatique de réduction des coûts. Une approche purement libérale portée par quelques technocrates bruxellois **contre l'avis des personnels et des pouvoirs publics français.**



En bref

Le fossoyeur de l'acier s'engraisse

On apprend que les résultats de Mittal se redressent avec un excédent brut d'exploitation de 1,565 milliards de dollars au 1^{er} trimestre 2013 après 1,55 milliards au 4^{ème} trimestre 2012 et 1,44 milliards au 3^{ème} trimestre 2012. 34 millions de dollars déjà versés aux actionnaires au 1^{er} trimestre 2013 ! Mittal possède à ce jour 18 milliards de dollars de liquidités (dont 10 milliards de lignes de crédit), soit **plus 3,5 milliards** de dollars par rapport au 31 décembre 2012 ! Mais il continue de s'acharner à baisser les « coûts salariaux », alors que c'est la charge nette des intérêts de sa dette qui pose problème : 478 millions de dollars, pour 461 en 2012.

Pour une information libre

Dans un communiqué commun, la LDH, le SNJ et le SNJ-CGT déplorent la fin du Canard social, société coopérative de six salariés. En ces temps de crise économique et d'exclusion sociale, notre société a justement besoin d'une diversité de lignes éditoriales. L'information économique est trop importante pour être abandonnée aux pressions des entreprises privées. La disparition du Canard social doit réinterroger sur la liberté d'expression et l'autonomie possible de la presse. Aussi, les 3 signataires demandent un système de financement de la création de titres et d'encouragement aux initiatives rédactionnelles, des mesures de solidarité et de soutien au pluralisme de la presse écrite sur papier et/ou en ligne, pour un renouveau de la démocratie.

La chasse à l'enfant

Samedi 1^{er} juin, l'armée israélienne a placardé aux murs du village palestinien de Kafr Qaddoum [1] les photos de quatre enfants du village, âgés de 10 à 14 ans. Chacune comportait une inscription en arabe : « Nous sommes l'armée. Faites attention, nous vous attrapons si nous vous voyons ou nous viendrons chez vous ». Violation grossière de la Convention des droits de l'enfant adoptée par l'ONU le 20 novembre 1989, (ratifiée par Israël en 1991), ces agissements sont révélateurs du comportement des forces d'occupation israéliennes face à la résistance pacifique et déterminée d'un village qui défend ses terres contre le vol des colons.

[1] Kafr Qaddoum, connu pour la violence des colons voisins qui, avec la complicité de l'armée, y ont attaqué les villageois avec des chiens...

535

C'est le nombre de maternités en France en 2010, contre 1 370 en 1975

SAINT-NAZAIRE : du 1^{er} au 28 juin - EXPOSITION «90 ans d'aventure aéronautique».

En 1923, les chantiers de construction navale de Penhoët diversifient leur activité en produisant le premier hydravion Richard-Penhoët. L'agglomération de Saint-Nazaire va devenir le berceau d'avions prestigieux comme la Caravelle ou le Concorde, qui ont marqué un passé de pionniers. **90 ans plus tard, la ville poursuit sa tradition de terre d'innovation.** Les avions d'aujourd'hui comme l'A380 ou l'A300M sont des fleurons de l'industrie aéronautique mondiale. L'exposition sur le toit de la base-marine, qui retrace cette grande aventure, est l'occasion pour le grand public de **mieux connaître 90 ans d'aventure aéronautique à Saint-Nazaire, à travers 5 volets** : l'histoire, l'économie, les défis technologiques, des portraits d'hommes et de femmes qui ont marqué ces neuf décennies, et les perspectives et évolutions de cette filière.

Exposition du 1^{er} au 28 juin, tous les jours de 9h à 22h; entrée libre.



Culture, idées

6

Lire

L'univers de Claude PONTI au jardin des plantes jusqu'au 20 octobre.

Illustrateur et grand auteur de littérature de jeunesse, il vient d'investir le jardin des plantes, avec la complicité de l'équipe des espaces verts, des passionnés, très créatifs, qui ont adhéré tout de suite à son projet.



Après plus de 30 ans à nourrir l'imaginaire des enfants et des parents, le créateur du « martabaffe » et autres « crapouilles » se lance pour la toute première fois dans une expérience en plein air.

Ces créations uniques ont été imaginées spécifiquement pour le jardin des plantes : vous passerez sous un banc géant, croiserez une poire souriante et toute une colonie de totems-oiseaux, ou entendrez une cascade de rires enfantins et cristallins.

En vous aventurant chaque semaine dans ce jardin botanique lors d'une nuit féerique, vous serez également surpris de découvrir de nouveaux habitants prendre vie !



Du 1^{er} juin au 20 octobre.
Tous les jours de 8H30 à 20h.
Nocturnes les vendredis soirs jusqu'à minuit.



Corriger l'injustice spatiale

Jacques Lévy, géographe français et universitaire enseignant en Suisse. Réinventer la France, 30 cartes pour une nouvelle géographie, Fayard, 2013, 248 pages, 20 euros.

Repenser la France à travers sa cartographie. Pendant des décennies, les cartes publiées ont privilégié une approche territoriale des espaces ruraux continus plutôt que celle des villes et des réseaux qui les relient, comme cette manière de visualiser le fait urbain à sa seule superficie plutôt qu'à son poids démographique et économique.

D'où cette dissonance dans la perception respective du rural et de l'urbain : « *Lorsqu'on utilise le mot rural, on joue souvent sur l'ambivalence entre la faible densité du bâti (qu'il vaudrait mieux appeler la campagne) et une société agraire, structurée par l'agriculture* ».

France urbanisée et périurbain différencié

L'urbanisation absolue, passage quantitatif du monde rural au monde urbain, est achevée en France. Pour trop d'observateurs le périurbain commence juste au-delà du "périph", ou de la rocade métropolitaine ! Ils le confondent volontiers avec la proche banlieue pavillonnaire des années 1930-1950. J.Lévy suggère de parler d'hypo-urbain qui se localise encore plus au large des villes, et d'infra-urbain, quand il se situe encore plus loin des aires urbaines, rejoignant le "rural profond". Ce qui fait la singularité du périurbain, c'est qu'il est l'espace où la crise de la légitimité des partis de gouvernement est la plus marquée.

Paradoxe et perspectives

Ses analyses conduisent l'auteur à soutenir un paradoxe : « *La ville, c'est la composante spatiale du développement durable* ». Le débat sur la préservation de l'environnement naturel et l'empreinte écologique de la ville mérite d'être abordé avec plus de précision. « *Lorsque, parfois, les courants écologiques intégristes traduisent leur anti-humanisme fondateur en haine de la ville, ils avancent l'idée que le monde urbain serait intrinsèquement prédateur, du seul fait qu'il va chercher ses ressources naturelles à l'extérieur de son périmètre et que, a contrario, un espace de plus faible densité serait autosuffisant, donc plus respectueux de la nature. C'est en fait l'inverse* ».

Le monde périurbain est aujourd'hui, à bien des égards,



l'espace de tous les dangers. Celui d'une intense privatisation de l'espace, de la "ville émietlée", du recul de l'espace public. « *Une tradition à la fois catholique, aristocratique et ingénieriale a contribué à négliger, mépriser ou abîmer les espaces publics et à laisser se développer une privatisation de ces espaces* ». Le périurbain est aussi le lieu où se trouve reportée la part la moins innovante de l'activité économique. Il est, enfin, celui du vote massif pour les partis tribunitiens, tout particulièrement d'extrême droite. En conséquence, « *le périurbain devrait polariser les actions publiques les plus structurées et les plus déterminées. Ayant des effets sur l'ensemble des aires urbaines, les zones périurbaines devraient être intégrées dans les périmètres de gouvernances des métropoles. Au contraire, l'architecture territoriale actuelle facilite les sécessions et aggrave les disparités. C'est là, sans doute, que beaucoup de la dynamique de l'espace français se jouera* ».

Pour corriger l'injustice spatiale, un nouveau contrat géographique.

A travers divers aspects de l'injustice de l'espace français (la carte des hôpitaux, la politique du logement et la fabrique des ghettos, la carte scolaire, la mobilité, etc.) l'auteur montre comment l'État est devenu le géo-stratège de l'injustice spatiale en France. Comment, à travers la dictature du passé sur le présent, l'aménagement du territoire a joué contre le développement local.

Comme perspective, il appelle de ses vœux un "nouveau contrat géographique" qui en finisse avec les formes étatiques de la décentralisation.

Pour ouvrir le chantier, l'auteur soumet un dispositif en cinq points pour la mise en chantier des territoires. Son scénario est celui d'une rencontre de tous ceux qui « *souhaitent des gouvernements urbains, des régions pertinentes, et un projet de société pour l'Europe et une mondialisation politique* ».

A lire et méditer, pour la réflexion et pour l'action.

Jean-Yves MARTIN.

Ez Kurdim au Concorde

A l'initiative des Amis du collectif en soutien aux Mères du samedi et contre les crimes d'honneur en Turquie le cinéma LE CONCORDE à Nantes diffusera trois soirs de suite, le film EZ KURDIM.

En juin 2011, un an avant le tournage, le principal parti kurde, le BDP (Parti pour la démocratie et la paix) remporte une victoire sans précédent aux élections législatives de Turquie. L'affirmation de l'identité kurde connaît une véritable montée en puissance.

Pour la contrer, l'état turc fait le choix de la répression. En une année, ce sont des milliers d'hommes, de femmes, d'enfants, d'élus, d'avocats qui sont arrêtés et qui remplissent les prisons du pays.

En mars 2012, les festivités du nouvel an kurde, le Newroz, sont marquées par de terribles violences policières. C'est dans ce contexte d'une tension extrême que le tournage a eu lieu. Les Kurdes représentent aujourd'hui un peuple de 40 millions de personnes, réparties sur quatre États (la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Iran). La Turquie comprend à elle seule la moitié de la population kurde totale.

Le film raconte l'histoire de trois femmes, Fidan, Angel, Asli.

Deux sont kurdes, la troisième est turque. Autour de ces trois personnages, les visages et les histoires se succèdent et dressent peu à peu le portrait d'un peuple, dans toute sa diversité et son unité, son courage et sa soif de victoire. **Le portrait de ceux pour qui « il ne reste plus rien, à part résister ».**

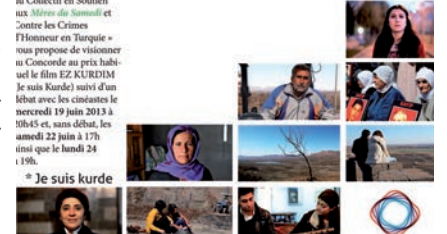
Le mercredi 19/06 à 20h45 suivi d'un débat avec les cinéastes, ainsi que le samedi 22/06 à 17h et le lundi 24/06 à 19h.

Le Concorde, 79 Bd de l'égalité



EZ KURDIM*

Un film de Antoine Laurent et Nicolas Bertrand



Au 1^{er} janvier 2014, le taux de TVA applicable aux prestations de services effectuées pour le compte du service public des déchets passera de **7 à 10 %**, augmentant de fait les montants à la charge des collectivités de 200 millions d'euros. Ce montant s'ajoute aux 100 millions d'euros supplémentaires payés chaque année, depuis 2012, par les collectivités lorsque le taux de TVA est passé de 5.5 à 7 %, portant l'effort du secteur « déchets » à 300 millions d'euros.

Le Sénat a adopté en première lecture le projet de loi gouvernemental relatif à « la modernisation de l'action publique et l'affirmation des métropoles » par 182 voix contre 38. La Haute Assemblée a donc validé un texte visant à ancrer dans les institutions françaises une entité nouvelle - la métropole - conduisant à une régression démocratique en éloignant les citoyens et en réduisant leur souveraineté.

Au cœur des collectivités

7

La santé, notre bien commun ! Cité sanitaire de Saint-Nazaire.

Christian Saulnier - Conseiller municipal à St Nazaire, Président du groupe communiste

Un service public de la santé moderne rénové disposant de toutes les technologies offertes dans le domaine de la prévention et des soins, voilà pour la position des communistes quand le débat sur la construction d'un nouvel hôpital à Saint-Nazaire a été amorcé.



Nous avons toujours soutenu les besoins d'un nouvel équipement de santé publique, la démarche de modernisation et une offre médicale à hauteur du bassin de vie de l'ouest du département.

Très vite nous avons combattu d'abord l'esquisse et ensuite le contrat d'un partenariat appelé pudiquement « partenariat public privé » qui en réalité permet à des multinationales du BTP de placer des capitaux à des niveaux de rendement inatteignable dans n'importe quelle sphère financière.

Le coût de construction de la cité sanitaire évalué à 250 millions d'euros supporté par Eiffage va entraîner un loyer de 22 à 25 millions d'euros par an et ce pendant 30 ans.

Je ne fais pas la multiplication, le rendement de l'opération saute aux yeux.

Ces arguments pourraient ne pas apparaître comme essentiels, pourtant l'agence régionale de santé, tutelle financière du service public hospitalier, a enfermé les établissements publics

Construisons un projet résolument à gauche Trignac

Sabine Mahé, Maire de Trignac ainsi que les élus et militants communistes de la ville se sont adressés dernièrement dans un tract aux trignacaises et trignacais dans le cadre de la construction du projet municipal pour 2014.



D'emblée ils rappellent « que **conformément aux engagements pris en 2008, et malgré les contraintes budgétaires fortes, le programme élaboré à l'époque a été largement réalisé** ». C'est ainsi que l'important chantier de rénovation urbaine du quartier de Certé, réalisé en coopération avec la CARENE, se poursuit en conservant l'objectif d'une entrée de ville attractive, embellie, modernisée avec la présence de nombreux équipements publics (école, gymnase) et de nouveaux cheminements piétons ainsi que de logements. Pour l'élue, l'ensemble de ces travaux contribue au mieux vivre ensemble.

Pour les communistes, il s'agit donc de mettre en perspective leurs actions et leur combat quotidien, celui de la « solidarité et de l'engagement sans faille au service des populations ». Que ce soit dans le domaine des services publics, des luttes pour l'emploi (SMCO, SNCM, RFS) ou le développement de la démocratie participative, tous ces éléments sont au cœur d'une politique ambitieuse au service des populations.

Sabine Mahé et l'ensemble des élus et militants communistes ont engagé avec la rencontre du 12 juin dernier un cycle de rencontre et d'échanges avec les habitants pour construire, avec eux, un projet de gauche partagé, pour mieux vivre à Trignac.

dans une stratégie financière qui comptabilise la récupération, la prévention, les soins en général comme devant déboucher sur une maîtrise financière avec obligatoirement des résultats comptables positifs.

A partir de là, la gestion des personnels variable d'ajustement sera considéré comme le seul axe permettant l'économie et le compte de résultat.

Le service public hospitalier est aussi défiguré et ne répond plus à sa première mission de service public. A un moment où les restrictions budgétaires sont mises en œuvre, la cité sanitaire doit s'acquitter d'un loyer qui une fois réglé, s'appuiera naturellement sur une gestion du personnel en contradiction avec les besoins réels d'un véritable service public.

Les personnels soignants de la cité sanitaire dans l'action dénoncent cette situation. Ils ont le soutien des communistes.

L'action d'aujourd'hui peut et doit amener les tutelles à corriger, répondre aux exigences et pourquoi pas donner les moyens à la cité sanitaire de devenir propriétaire des murs grâce à un rachat public des locaux et à la prise en compte de la situation sanitaire qui ne peut se régler avec une calculette.

Conditionner les aides à STX ! Région Pays de la Loire

Conformément à son vote de Novembre, **le groupe des élus communistes au conseil régional des Pays de la Loire n'a pas approuvé le soutien au plan de formation de STX.**



D'une part, il conduisait à la formation certifiant en vue d'un prêt de main d'œuvre vers l'aéronautique pour 28 salariés. Les élus communistes par la voix de P. Denis l'ont souligné : plus un emploi ne doit quitter la navale. D'autre part, la commande du paquebot Oasis doit profiter aux salariés et aux entreprises du bassin d'emploi en priorité et les élus ont demandé des actes clairs de la direction de STX. Dans le dispositif de conditionnalité des aides publiques régionales gagné par les élus communistes, un « contrat de progrès » est en discussion avec STX pour accompagner notamment l'appui au plan de formation. Il doit servir à obtenir des garanties sur l'emploi à STX et chez les sous-traitants.

C'est pour que chaque euro d'argent public soit socialement utile et écologiquement responsable que les élus communistes se battent pour obtenir le contrôle et la conditionnalité des aides publiques. C'est plus nécessaire encore dans des situations comme celle que traverse la navale française et les inquiétudes liées à l'annonce des intentions de cessions d'actifs par l'actionnaire coréen. Aujourd'hui, STX nous doit des comptes ! Seules des aides publiques conditionnées et contrôlées peuvent garantir le soutien de l'emploi et du développement économique dans la navale comme ailleurs.

Près de vous

Colloque national de l'institut d'histoire sociale

Le 29 Mai dernier, G Bontemps, Vice-Président aux transports de la Région Pays de la Loire recevait les participants au colloque national de l'institut d'histoire sociale de la cgt (La poste) à l'Hôtel de Région. L'occasion pour l'élue de souligner « combien les régions jouent un rôle essentiel pour l'Education, l'Economie, l'Emploi, les Transports, les Politiques Publiques au service des citoyens et donc pour leur vie quotidienne. Mais, il y a danger car les politiques d'austérité n'ont pas plus épargné les collectivités que les citoyens. »

Et d'ajouter que « force est de constater aujourd'hui que le gouvernement actuel n'a toujours pas décidé de redonner aux régions les moyens financiers que leur a confisqué le gouvernement précédent. Il est donc utile que vous sachiez que dans l'intérêt général des populations, nous entendons plus que jamais exiger du **Gouvernement actuel, qu'il prenne sans tarder, des décisions conformes aux engagements préalables, sans lesquelles, les régions ne seraient plus en situation d'assumer correctement** nombre de leurs compétences en matière de politiques publiques et d'investissements et donc d'emploi. »

L'ADECR 44 appelle à la mobilisation pour défendre les permanences CPAM.

Le conseil de la CPAM a entériné le 27 mars 2013 la fermeture de 22 agences de la sécurité sociale pour septembre 2013. **L'ADECR 44 a appelé dans un récent communiqué tous les salarié-es, les jeunes, les retraité-es, les privé-es d'emploi à se mobiliser et à se rassembler devant la CPAM le 19 juin à 9 h 30, rue Gaëtan Rondeau, pour exiger le maintien des 35 agences d'accueil sur le département.** Décision issue de cette politique d'austérité qui va accroître les inégalités d'accès au service public pour les usagers et détériorer les conditions de travail des salariés.

Michelin. Vive réaction de Marie-France Beaufile, sénatrice communiste d'Indre-et-Loire

Dans un entretien à l'Humanité du 12 juin, Marie France Beaufile, Sénatrice d'Indre et Loire réagit à l'annonce de Michelin de supprimer plus de 700 postes à l'usine de Joué-lès-Tours. Pour la Sénatrice "ce plan est inacceptable d'autant que l'entreprise enregistre des bénéfices en hausse et investit à tour de bras dans les pays émergents". Selon MF Beaufile la motivation principale de Michelin est "de fabriquer des pneus dans des pays où la main-d'œuvre est moins chère et la marge plus importante de manière à améliorer la rémunérations des actionnaires."

Ouvrons-là

"La fermeture de la radiotélévision publique grecque est une décision inacceptable"

Nordine Idir



"Le MJCF est solidaire du peuple grec"

Nous avons appris hier la **décision inacceptable** du gouvernement grec, aux ordres de la Troïka, de fermer l'antenne de radiotélévision publique grecque ERT. Cette décision a été prise alors même que les émissaires de la Troïka étaient à Athènes afin dévaluer les "avancées" de la politique de massacre social qu'est l'Austérité. Dans l'immédiat c'est près de **3000 fonctionnaires qui seront touchés et licenciés**.

En réalité ces suppressions de postes ne sont qu'un maigre encas pour les organismes internationaux impérialistes que sont le FMI, la BCE et l'UE **qui exigent encore 50 000 suppressions de postes dans la fonction publique**.

Mais au delà des drames humains qui vont frapper les personnes licenciées et leur famille je voudrais insister sur trois aspects importants de la situation.

Tout d'abord ce fait inédit démontre la brutalité exercée par les marchés financiers et la classe dominante sur le peuple grec. En effet, même pendant la dictature des colonels une telle décision n'avait pas été prise. On voit bien **qu'à la dictature des hommes en uniformes se sont substitués celles de l'argent, des financiers et des capitalistes**.

Ensuite, cette décision devrait à tout jamais **discréditer les politiques d'austérité**. Alors que nous voyons partout en Europe le chômage des jeunes augmenter, les budgets de l'éducation et de la santé baisser en flèche, il devient urgent d'inverser les logiques qui président sur notre continent. **L'austérité, cet outil de destruction de masse, destiné à maintenir les profits accaparés par une classe minoritaire au détriment de la grande majorité de la population n'est pas un projet d'avenir, elle nous enterre tous, notamment les jeunes, elle n'est pas la solution mais est un problème à éradiquer**. L'exemple de la télévision grecque, tout comme la triste situation de la jeunesse en France et en Europe, nous montre qu'un autre système économique est nécessaire, qui socialise les richesses, réponde aux besoins des populations et surtout laisse les leviers de pouvoir au peuple.

Enfin, il faut saluer la résistance des grecs, déjà fatigués après tant d'années de résistance à la Troïka. Les journalistes continuent à tenir leurs émissions, le Parti Communiste de Grèce leur a ainsi permis de pouvoir s'exprimer au travers de leur chaîne analogique 902 tandis que d'autres journalistes utilisent Youtube.

La solidarité de l'ensemble du pays et le refus de cette décision va également s'exprimer au travers de **la grève générale de demain, c'est au nom de l'ensemble du MJCF, exprimant la solidarité de la jeunesse de France que je tiens à apporter tout mon soutien aux mobilisations du peuple grec et de sa jeunesse**.

Nordine Idir,
Secrétaire général du MJCF

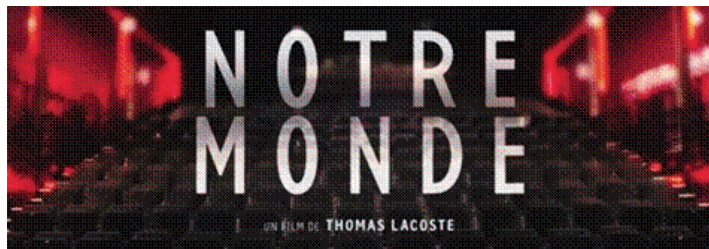
L'activité

SOIREE CINEMA

Rassemblant plus de 35 intervenants, philosophes, sociologues, économistes, magistrats, médecins, universitaires et écrivains, Notre Monde propose un espace d'expression pour travailler, comme nous y enjoint Jean-Luc Nancy à « une pensée commune ». Plus encore qu'un libre espace de parole, Notre Monde s'appuie sur un ensemble foisonnant de propositions concrètes pour agir comme un rappel essentiel, individuel et collectif: « Faites de la politique » et de préférence autrement. Thomas Lacoste, initiateur de l'Autre campagne parallèle à la campagne présidentielle de 2007, auteur des entretiens Penser critiques (Éditions Montparnasse, 24h), nous offre ici une grande respiration, comme un temps de pause, face au rythme haletant de la vie politique.

**MARDI 25 JUN
A 21h00
A LA FEDERATION**

La projection sera suivie d'une rencontre débat avec Thomas LACOSTE réalisateur du film.



Pour réserver votre participation : 02 40 35 03 00

Fête de l'huma : c'est parti !

L'édition 2013 de la **Fête de l'Huma** aura lieu les **13,14 et 15 septembre prochain** au parc départemental de La Courneuve. Comme chaque année la Fête de l'Huma sera l'évènement politique de la rentrée, rentrée politique de la gauche bien sûr ! **3 mois après les assises du 16 juin, la Fête donnera un prolongement aux échanges et aux débats qui auront eu lieu. Il s'agira de continuer à construire un nouveau contrat politique de gauche pour notre pays et l'Europe**. Et puis la Fête sera aussi une grande scène de concerts autour d'artistes, de groupes et d'orchestres réputés ou sur la voie de l'être. Enfin, elle sera l'occasion de retrouver d'autres communistes, des acteurs et des militant(e)s de gauche, des sympathisant(e)s et des ami(e)s.

La Fédération de Loire-Atlantique tiendra son stand, un stand qui chaque année apporte sur la fête des parfums maritimes, des saveurs de fruits de mer et de poissons, la fraîcheur du muscadet de nos terroirs.

Vous pouvez commander la vignette en bon de soutien ou en entrée sur la fête. Son prix est de 21 euros. Pour la commander : 02 40 35 03 00



L'agenda

Jeudi 20 juin : Journée Mondiale des réfugiés : La France n'est plus une terre d'accueil : Manifestation devant la Préfecture à 17H30 .

Samedi 22 juin : Hommage aux 37 victimes d'Islamistes radicaux rassemblés pour un festival culturel à Sivas en Turquie. A 18h place royale à Nantes.

Lundi 24 juin : Débat citoyen sur les transports publics de Nantes à 19H au café Flesselles à Nantes.

Mardi 25 juin : Assemblée générale de la section de Nantes à 18H30 à la fédération.

Mercredi 26 juin : Réunion publique sur les élections municipales 2014 à St Joachim, à 18H, centre Georges Brassens.

Jeudi 27 juin : mobilisation contre le projet de fusion des 28 communes du vignoble.

Vendredi 28 juin : Soirée conviviale des communistes de la section de Nantes à 19H au local de la section.

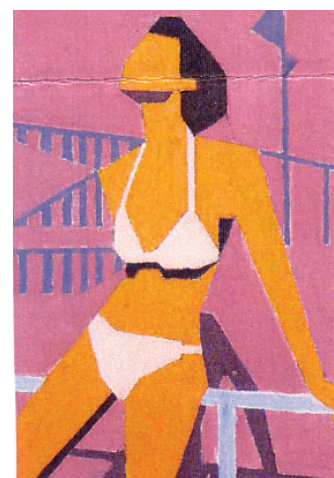
Mardi 2 juillet : Réunion du Conseil départemental à 18H30 à la fédération.

Vite lu...

Bibliothèque Paul ELUARD

**EXPOSITION
Peintures « Anonymes »
De Claude PIDOUX**

Du 1er juin au 31 Août 2013



Vernissage le 20 juin à 18H30

**32 avenue des plantes à St-Herblain
Arrêt Longchamp/ligne de tram n°3**

Nécrologie

C'est avec tristesse que nous avons appris le décès de Jacqueline WEIL, présidente de la Ligue des Droits de l'Homme et militante communiste de la section de Nantes. Nous adressons à sa famille, à ses proches, nos plus sincères condoléances.

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU
Commission paritaire : N° 0315 P 11519
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : Publihebdo Locminé
Responsable de la rédaction :
Jérôme TURMEAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36
e-mail : redac.nla@orange.fr

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :

Marie-Annick BENÂTRE
Pedro MAIA
Yann VINCE
Mireille PERNOT
Robin SALECROIX
André MAURICE

